

Conférence Afrique 2023 de PCQVP

**Vers une transition
énergétique collaborative
et juste pour l'Afrique**

8 - 10 juin 2023

Saly, Sénégal

#PCQVPCA23



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

180 membres et partenaires du mouvement PCQVP ont participé à la plus grande Conférence Afrique de PCQVP en présentiel jamais organisée, qui s'est tenue au Sénégal au mois de juin. Ces trois jours placés sous le signe de la réflexion ont été l'occasion de consolider les relations et de parler de stratégie. À l'occasion de notre première réunion en présentiel depuis 2019, nous nous sommes employé·e·s à renforcer le pouvoir collectif et les capacités du réseau africain afin d'accélérer la transition vers une gouvernance responsable, durable et équitable des secteurs pétrolier, gazier et minier. Dans le contexte de la crise climatique, il est urgent de garantir une transition énergétique juste vers une économie à faibles émissions de carbone sur le continent. Ce rapport regroupe les temps forts de la conférence ainsi que les principales conclusions des membres de PCQVP Afrique.



De fortes synergies sont nécessaires pour aborder les questions clés car seul·e, on va plus vite mais ensemble, on va plus loin.

Participant·e à la Conférence

Liens supplémentaires:

Photos de la conférence: [Jour 1](#) – [Jour 2](#) – [Jour 3](#)

[Vidéo de la conférence](#)

[Ordre du jour complet](#)

[Visionner les sessions enregistrées](#)

180

PARTICIPANT·E·S
EN PRÉSENTIEL

47

PARTICIPANT·E·S
VIRTUEL·LE·S

42%

DE
PARTICIPANTES

38

PAYS
REPRÉSENTÉS

TEMPS FORTS



Nous devons certes célébrer nos victoires, mais nous ne sommes pas encore satisfaits et nous ne pouvons attendre passivement que l'on nous dicte les règles. Nous devons continuer à peser dans la balance. Comment pouvons-nous espérer mener une transition juste dans un contexte d'injustice structurelle et économique ?

Fatima Mimbire

PCQVP Mozambique et Présidente du CPA

RECONNAÎTRE L'IMPORTANCE D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE JUSTE POUR L'AFRIQUE

Le monde doit ralentir le changement climatique pour éviter ses impacts les plus catastrophiques, et doit pour cela remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie plus propres. La question n'est pas de savoir si la transition énergétique doit avoir lieu, mais de déterminer à quelle vitesse nous pouvons la mener, et avec quel degré de justice. Créer une transition énergétique juste et collaborative pour l'Afrique était le thème de la conférence de cette année. Pendant trois jours, des discussions ont été organisées afin de répondre à cette question.

Principales conclusions

S'ils réussissent à faire valoir leur pouvoir de négociation et à obtenir des financements en faveur des énergies renouvelables, les pays africains bénéficieront d'importantes opportunités de développement.

Avec la planification et le soutien adéquats, les nations africaines qui dépendent actuellement des exportations de gaz et de pétrole peuvent donner le coup d'envoi d'une nouvelle ère de recettes durables et de développement propre. Cela pourrait en retour ouvrir la possibilité d'accéder à une énergie abordable et à de nouveaux emplois dans le secteur de l'énergie.

L'accès à l'énergie doit être au cœur d'une transition énergétique juste pour l'Afrique.

En Afrique, plus de 580 millions de personnes n'ont pas accès à l'électricité et encore 700 millions dépendent de la biomasse traditionnelle pour cuisiner et se chauffer. Ces personnes ne peuvent pas être exclues des processus de prise de décisions concernant la manière de mener la transition énergétique. On estime qu'il faudrait investir environ 40 à 70 milliards de dollars dans les énergies renouvelables pour garantir un accès universel à l'énergie d'ici 2030.

Un leadership féministe garantira de meilleurs résultats et il convient de placer les droits des femmes en priorité.

La crise climatique, comme la transition énergétique, présentent des risques particulièrement genrés, notamment une absence de préparation aux impacts du changement climatique, un accès limité à l'information et à la technologie ainsi que des barrières culturelles qui empêchent les femmes de peser dans la prise de décisions. Il est nécessaire d'écouter et de prendre en compte l'expérience, les connaissances et les besoins des femmes afin de garantir une compréhension inclusive du principe de justice dans le cadre de la transition énergétique. Les femmes doivent continuer d'affirmer leurs droits à accéder aux espaces et aux ressources (notamment à des financements et à des compensations) de prise de décisions afin que les communautés puissent prospérer grâce à la création de politiques éclairées.

La gouvernance des ressources naturelles sera un outil important pour garantir une transition énergétique plus juste qui profite aux peuples d'Afrique.

La transparence ainsi qu'une gouvernance responsable du secteur minier, qui fournira une grande partie des matières premières essentielles aux technologies renouvelables, seront cruciales pour inclure les communautés, protéger l'environnement et garantir une transition énergétique qui profite aux populations du continent africain. De même, la manière dont les secteurs gazier et pétrolier en déclin seront gouvernés au cours des prochaines décennies est cruciale pour la prospérité de l'Afrique.

La transition énergétique de l'Afrique est un impératif universel. En plus de permettre de protéger la population du continent vulnérable aux impacts du changement climatique, elle a le potentiel pour soutenir la transition vers des sources d'énergie renouvelables à travers le monde. En abordant les besoins énergétiques des pays africains de manière juste et transparente, nous pouvons créer une transition énergétique juste qui bénéficie à l'Afrique ainsi qu'au monde entier.





Nous devons faire tomber les obstacles au sein du mouvement climatique et travailler ensemble pour amener ce changement.

Maria Ramos

Directrice adjointe, Programme mondial des industries extractives, Oxfam Amérique

NOUS POSITIONNER POUR UNE ÉLIMINATION JUSTE DES COMBUSTIBLES FOSSILES

Les ressources naturelles, et notamment les combustibles fossiles, soutiennent depuis la révolution industrielle notre système économique et politique mondial. Cependant, l'Afrique peut ouvrir la voie d'une transition énergétique juste en amorçant une élimination équitable des combustibles fossiles et en favorisant des sources d'énergie propres.

Principales conclusions

L'élimination des combustibles fossiles est essentielle pour contrer la menace du changement climatique, et doit ouvrir la voie d'une nouvelle ère de développement durable en Afrique.

Malgré les défis, l'élimination des combustibles fossiles est nécessaire en raison de leur rôle dans la crise climatique, qui affecte particulièrement l'Afrique. Si les gouvernements agissent de manière stratégique, la nécessité d'éliminer les combustibles fossiles pourrait favoriser l'accélération du développement durable sur le continent mais pour cela, une action collaborative sera nécessaire.

Les gouvernements dépendant des recettes générées par les combustibles fossiles ne se préparent pas à l'élimination de ces derniers en Afrique, ce qui met leur économie en danger.

Pour plus de la moitié des pays africains producteurs de gaz et de pétrole, les exportations de ces ressources représentent plus de 50 % de leurs recettes totales d'exportations, et certains pays en sont particulièrement dépendants : L'Angola dégage plus de 90 % de ses recettes de l'exploitation des combustibles fossiles. Si les nations développées doivent apporter davantage de financements pour soutenir la transition, les pays africains doivent également préparer l'avenir en élaborant des plans et des politiques détaillés, ainsi qu'en investissant dans la requalification des employés du secteur pour diversifier l'économie.

Une gouvernance responsable du secteur des combustibles fossiles est essentielle pour garantir une élimination responsable.

Les risques inhérents à l'industrie des combustibles fossiles ne devraient pas reposer sur les communautés et les citoyen·ne·s ordinaires qui ont déjà souffert, pour la plupart, de l'exploitation irresponsable du gaz et du pétrole par le passé. Les acteurs et actrices du secteur doivent assumer la responsabilité de la gestion éthique des recettes, de la mise hors service des projets existants et de la réparation des dommages environnementaux.

La transition vers des énergies renouvelables est une opportunité de favoriser le développement durable et d'offrir un meilleur accès à l'énergie.

Les pays africains exportateurs de gaz et de pétrole peuvent devenir des leaders en matière d'énergies renouvelables et ouvrir la voie vers un développement propre et une énergie abordable. Mais afin de garantir qu'ils bénéficient réellement aux citoyen·ne·s, les secteurs de ces nouvelles énergies doivent maintenir des normes de gouvernance élevées.

En misant sur une gouvernance efficace des ressources naturelles, sur la mise en place de politiques recommandées et la collaboration entre les gouvernements, le continent peut accéder à un développement durable, ainsi qu'à une croissance inclusive, et assurer un avenir meilleur pour son peuple.





Il est à présent temps pour les pays africains d'adopter une position unifiée concernant le programme énergétique mondial. L'Afrique ne peut pas se permettre de rester passive. Elle dispose non seulement de ses propres minerais stratégiques mais également d'une réelle opportunité de briser le cycle des chaînes de valeur des minerais.

Dr Marit Kitaw

Directrice intérimaire du Centre africain de développement minier

COORDONNER L'ACTION POUR UN SECTEUR DES MINERAIS DE TRANSITION RESPONSABLE

Tandis que les sources d'énergie plus propres comme le vent, l'eau et les énergies solaires s'imposent de plus en plus, la demande pour les minerais nécessaires aux technologies renouvelables devrait considérablement augmenter. Cependant, le secteur extractif africain est déjà associé à de la corruption, à des dommages environnementaux et à des violations des droits humains. Il est crucial de combattre ces problèmes en parallèle à l'augmentation de la demande pour les minerais de transition.

Principales conclusions

La compétition acharnée pour les minerais de transition africains fait peser davantage de risques sur les communautés. Les puissances étrangères sont de plus en plus avides d'obtenir des minerais, en partie en raison de la domination de la Chine dans le traitement mondial des minerais. Des pays et des blocs comme les États-Unis et l'Union européenne abandonnent dès lors le multilatéralisme en faveur d'accords bilatéraux sur les minerais. Cela accroît la pression exercée pour que les gouvernements négligent les droits humains, la lutte contre la corruption et les garanties environnementales au profit de l'établissement rapide de contrats extractifs.

Les minerais de transition africains peuvent contribuer à favoriser l'accès à l'énergie ainsi que l'indépendance énergétique en développant les infrastructures et les compétences nationales. Le continent détient plus de 40 % des réserves mondiales de minerais de transition essentiels pour les batteries et les technologies de l'hydrogène. Si ces réserves sont transformées et utilisées sur le sol national au lieu d'être exploitées et exportées à l'étranger, les pays africains auront une véritablement chance de combler leur demande nationale en énergie, ce qui favoriserait leur développement économique.

La corruption met en péril l'utilisation responsable des minerais de transition.

Les institutions gouvernementales faibles et l'absence de cadres légaux favorisent la corruption. Les dirigeants africains doivent agir au plus vite afin de créer et de mettre en œuvre un marché régulé, transparent et équitable des minerais.

Il est important de protéger les droits humains et l'environnement.

Il est vital de consulter les communautés pour garantir que les droits des populations soient respectés dans chaque projet qui voit le jour au sein de l'industrie minière. La société civile jouera un rôle crucial pour garantir l'inclusion des groupes marginalisés, comme les peuples indigènes, afin de répondre à leurs besoins et de s'assurer qu'ils soient entendus.

Les minerais africains pour le développement de l'Afrique Une campagne pour la prospérité des communautés et l'accès à l'énergie grâce à une transition juste en Afrique

La nouvelle campagne panafricaine de PCQVP, lancée lors de la Conférence Afrique, est axée sur une extraction ainsi qu'une utilisation stratégique, responsable et durable des minerais de transition africains pour favoriser le développement, l'accès à l'énergie et la prospérité énergétique. La campagne a deux objectifs :

1. Inscrire les minerais africains pour le développement de l'Afrique à l'ordre du jour politique régional

Les ressources de l'Afrique sont depuis trop longtemps exploitées pour répondre aux besoins matériels de l'industrialisation et du développement des pays les plus riches. La richesse en minerais de l'Afrique la rend stratégique pour la transition énergétique, et les institutions du continent sont de plus en plus conscientes que c'est l'Afrique qui possède ces ressources essentielles.

Les minerais de transition doivent être utilisés comme levier stratégique pour favoriser les investissements (financiers et matériels) dans l'accès aux énergies renouvelables et la souveraineté, et dans les infrastructures nécessaires en ce sens.

2. Renforcer les pratiques minières responsables pour répondre à la demande relative aux minerais de transition

Au cours de leur histoire, les pays africains – en particulier les communautés des régions productrices – n'ont pas bénéficié de leurs richesses minières. Au contraire, l'exploitation minière en Afrique a trop souvent laissé dans son sillage des conflits, des violations des droits humains et une dégradation de l'environnement.

La gouvernance minière, les droits humains et les garanties environnementales doivent être renforcés pour endiguer les dommages causés par les pratiques minières irresponsables et s'adapter à l'essor de la demande de manière à limiter les dommages.

RENFORCER LE MOUVEMENT PCQVP EN AFRIQUE

Le Comité de Pilotage pour l'Afrique sortant de PCQVP a fourni à ses membres un rapport portant sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de son mandat : jouer un rôle de leadership dans la réalisation du programme de plaidoyer de PCQVP aux niveaux régional et international ; soutenir la sensibilisation de nouvelles coalitions et de partenaires pertinents pour renforcer l'efficacité du réseau en Afrique ; et utiliser leur plateforme pour accroître la visibilité et l'influence des coalitions de PCQVP en Afrique. En raison des conditions de travail imposées par la pandémie, certains de ces objectifs ont été plus difficilement réalisables que d'autres. Néanmoins, le CPA a souligné d'importantes réalisations, par exemple, positionner le travail de PCQVP sur les minerais de transition en Afrique à la [COP 27](#) au Caire en 2022 et à l'Alternative Mining Indaba à Cape Town en 2023.



Le Comité de Pilotage pour l'Afrique sortant, de gauche à droite, Brice MACKOSSO, Fatima DIALLO, Christian MOUNZEO, Fatima MIMBIRE et James KORYOR

Les membres se sont réuni·e·s en caucus régionaux pour revenir sur les discussions des dernières journées et faire des suggestions sur la manière dont PCQVP devrait se positionner pour avoir un impact stratégique au-delà de 2025, alors que nous commençons à travailler sur notre prochaine stratégie mondiale. Cinq domaines d'intérêt communs ont été identifiés au sein des caucus :

- **Transition énergétique** : La transition énergétique est une opportunité de favoriser l'accès à une énergie abordable. La prochaine stratégie mondiale ne doit plus se concentrer sur comment obtenir une part juste des recettes mais sur comment participer à la chaîne de valeur, et ne doit plus se concentrer sur les exportations mais sur la transformation (valeur ajoutée).

- **Genre :** Les femmes et les autres groupes marginalisés sont des acteurs et actrices important·e·s qui doivent être inclus·e·s dans la prise de décisions afin que la justice soit au cœur de la transition énergétique. Le dialogue avec des groupes de femmes et avec des OSC défendant les droits des femmes au niveau communautaire, entre autres, est crucial pour garantir la réussite du travail de PCQVP.
 - **Corruption :** PCQVP doit explorer de nouvelles manières de combattre efficacement la corruption dans le secteur des minerais de transition. Par exemple, en examinant les opportunités de plaider afin de garantir que les bonnes sanctions sont prises à l'encontre des entreprises coupables de corruption dans les pays où elles exercent.
 - **Action collective :** Les membres de nos quatre sous-régions ont exprimé le souhait de favoriser et d'entamer une collaboration régionale en matière de plaider pour garantir une transition juste et inclusive, notamment en s'appuyant sur la campagne sur les minerais de transition.
 - **Établissement et renforcement des capacités :** Les membres de PCQVP doivent continuer à
- Les caucus régionaux ont **élu un nouveau Comité de Pilotage Afrique** qui sera rejoint par les deux membres de PCQVP Afrique qui siègent au Conseil d'administration international de l'ITIE.

NOUVEAU COMITÉ DE PILOTAGE AFRIQUE



Représentant l'Afrique de l'Ouest francophone :
Elie Kaboré, PCQVP Burkina Faso



Représentant l'Afrique de l'Ouest anglophone :
Maybel Acquaye, Centre africain pour la politique énergétique (ACEP), PCQVP Ghana



Représentant l'Afrique centrale :
Christelle Yesalaso, PCQVP RDC



Représentant l'Afrique orientale et australe :
Adam Anthony, HakiRasilimali - PCQVP Tanzanie

Nous souhaitons remercier nos membres, partenaires et donateur·rice·s pour leur temps, leur soutien et leur précieuse contribution qui ont permis la réussite de la Conférence Afrique 2023 de PCQVP. En particulier, nous remercions CAJUST et les membres de PCQVP Sénégal pour avoir accueilli cet événement.

La Conférence Afrique 2023 a été soutenue par :

- African Climate Foundation
- Open Society Initiative South Africa (OSISA)
- Oxfam au Sénégal
- Plateforme régionale d'Oxfam Afrique de l'Ouest
- Fonds du Programme mondial d'appui aux industries extractives (PMAEI) de la Banque mondiale
- Natural Resource Governance Institute
- Ford Foundation
- William and Flora Hewlett Foundation
- Luminare
- TrustAfrica
- Sigrid Rausing Trust



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

Email: info@pwyp.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 [Publish What You Pay](https://www.facebook.com/PublishWhatYouPay)

 www.pwyp.org

Publiez Ce Que Vous Payez est une organisation caritative enregistrée (numéro d'enregistrement 1170959) et une société enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (n° 9533183).

